



Présidente du Front National

Madame Michèle DELAUNAY
Ministre déléguée chargée des Personnes âgées
et de l'Autonomie
14 Avenue Duquesne
75007 PARIS

Nanterre, le 14 mars 2014

Objet : demande d'entretien auprès de la Ministre déléguée aux Personnes âgées et à l'Autonomie

Madame la Ministre,

Je vous écris ce jour dans un double objectif : vous alerter des dégâts sociaux que la politique de votre gouvernement est en train de causer dans notre pays, et solliciter auprès de vous un entretien pour évoquer en particulier la situation des personnes âgées dont vous avez la charge.

Le rabot de l'austérité exigée par Bruxelles frappe indistinctement les plus fragiles d'entre nous et les forces vives indispensables au redressement économique de notre pays.

L'augmentation insupportable des impôts sur les ménages, doublée de la réduction des aides et de l'altération voulue des mécanismes de solidarité, jettent dans le désarroi des millions de Français pour qui l'avenir ne se pare plus d'aucune espérance.

Cette vague d'austérité, dont nous déplorons chaque jour les effets récessifs, atteint désormais avec une violence inouïe nos retraités et nos anciens. En votre qualité de ministre déléguée chargée des Personnes âgées, c'est bien évidemment sur le sort de cette population que je souhaite attirer votre attention.

Nous apprenons en effet le report de six mois, au 1er octobre, de la revalorisation des pensions de base, et le gel simultané de l'augmentation des retraites complémentaires du privé le 1er avril prochain, une première depuis vingt ans. Le pouvoir d'achat de millions de retraités s'en trouvera très rapidement amoindri dans des proportions non négligeables, d'autant que dans le secteur public la situation n'est pas plus favorable.

À ces mesures inédites s'ajoute la suppression complète de la demi-part fiscale supplémentaire bénéficiant aux veuves et veufs, entérinant une décision dont le principe avait été voté sous Nicolas Sarkozy, et rendant soudainement imposables plusieurs centaines de milliers de retraités.

Ces exemples ne sont malheureusement pas les seuls. Je me dois ainsi de vous rappeler le prélèvement de 0,3% sur de nombreuses pensions au titre de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) depuis le 1er avril 2013, de même que l'imposition à compter de 2014 des majorations de pensions pour famille nombreuse.

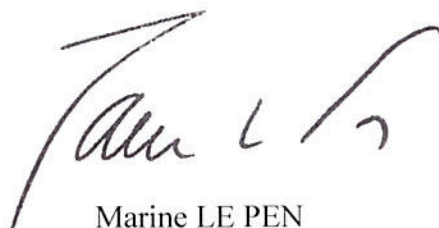
Alors Madame la ministre, je vous l'écris : dans la lignée du précédent, votre gouvernement va trop loin. Tous les jours des courriers m'arrivent de la France entière et m'alertent sur des situations individuelles de plus en plus difficiles, celles de personnes âgées devenues subitement imposables, privées d'aides et aux revenus stagnants ou déclinants du fait de la hausse des prix.

Je veux croire à la sincérité de votre engagement en faveur de nos anciens, aussi je n' imagine pas que vous puissiez approuver les mesures que je viens d'évoquer. Je n'ignore pas non plus l'impossibilité de remettre en cause, dans un gouvernement inféodé aux ordres de Bruxelles, les arbitrages aveugles de Bercy.

D'autres politiques existent, plus justes pour les plus faibles et notamment nos personnes âgées. Des politiques qui se fixent comme premier objectif de créer à nouveau de la richesse en France plutôt que de gérer la pénurie, d'une façon de plus en plus périlleuse.

Je souhaiterais pouvoir m'en entretenir avec vous, dans le but de préserver la part la plus fragile de notre société d'une austérité illégitime et mortelle.

En espérant vous rencontrer très prochainement, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Marine Le Pen', with a stylized, fluid script.

Marine LE PEN